

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205082]

**14 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon insérant des dispositions relatives à l'aide alimentaire dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 56/3, 56/4, 56/6, 56/7, 56/10, 56/12 et 56/13, insérés par le décret du 23 mars 2017;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 2017;

Vu le rapport du 31 mai 2017 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis n° 61.893/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de l'Action sociale, donné le 5 juillet 2017;

Considérant l'avis de la Fédération des CPAS, donné le 23 juin 2017;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** Dans le Livre II de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, il est inséré un Titre Ier/1 comportant les articles 38/1 à 38/15, rédigé comme suit :**« TITRE I<sup>er</sup>/1. — Epicerie sociale et restaurants sociaux****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales****Art. 38/1.** Pour l'application du présent Titre, l'on entend par :

1° le bénéficiaire : toute personne ainsi que chaque membre de son ménage bénéficiant des activités de l'épicerie sociale telles que définies à l'article 56/1 du Code décretaal ou toute personne bénéficiant des activités du restaurant social telles que définies à l'article 56/2 du même Code;

2° le service : tout site d'exploitation des activités d'une épicerie sociale ou d'un restaurant social telles que définies aux articles 56/1 et 56/2 du Code décretaal;

3° l'horaire d'ouverture: soit l'horaire d'ouverture hebdomadaire valant de manière identique pour chaque semaine et précisant, pour la semaine et jour par jour, les heures où le service est accessible aux bénéficiaires, soit l'horaire d'ouverture mensuelle précisant, pour le mois et jour par jour, les heures où le service est accessible aux bénéficiaires, en cas d'horaire d'ouverture différent d'une semaine à l'autre;

4° les heures d'ouverture hebdomadaire : le total annuel des heures où le service est accessible aux bénéficiaires selon les horaires d'ouverture pratiqués visés au 3° par le service durant l'année civile antérieure à la demande d'agrément et divisé par cinquante-deux semaines;

5° le nombre de personnes bénéficiant du revenu d'intégration ou de son équivalent : moyenne sur les 12 mois de l'année civile de référence de ce nombre de personnes sur un territoire donné.

**CHAPITRE II. — Agrément****Section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'octroi****Art. 38/2.** Lorsque l'association ou l'institution telle que visée à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, du Code décretaal, ou le service tel que défini à l'article 38/1, établit, avec un service social, une collaboration nécessaire à l'accomplissement de la mission d'accompagnement social, la convention de partenariat y relative contient au minimum :

1° l'identification de l'association, institution ou service faisant appel à la collaboration;

2° l'identification du service social auquel il est fait appel;

3° l'objet de la convention, à savoir l'accomplissement de la mission d'accompagnement social telle que définie à l'article 56/1, 2°, du Code décretaal, pour les épiceries sociales, ou 56/2, 2°, du même Code, pour les restaurants sociaux;

4° la durée de la convention et la date de prise d'effet;

5° la signature des parties et la date de celle-ci.

**Art. 38/3.** § 1<sup>er</sup>. Les formations des travailleurs et bénévoles visées à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, 7°, du Code décretaal sont organisées dans une optique d'accueil des personnes visées à l'article 49 du même Code, de dynamique d'échange ou de partage entre travailleurs et bénévoles à propos de cet accueil.

§ 2. En fonction de la catégorie attribuée au service en vertu de l'article 38/10, celui-ci s'engage à former, chaque année, ses travailleurs et bénévoles pour un total d'heures fixé comme suit :

1° catégorie 3 : dix heures par an;

2° catégorie 2 : vingt heures par an;

3° catégorie 1 : trente heures par an.

**Art. 38/4.** Pour être agréés, les épiceries sociales et les restaurants sociaux disposent respectivement d'un horaire d'ouverture hebdomadaire minimal de deux heures et de cinq heures.

*Section 2. — Procédure d'octroi et de retrait*

**Art. 38/5.** La demande d'agrément est introduite par le service auprès de l'Administration.

Outre les informations requises par l'article 56/4 du Code décrétal, le dossier de demande comprend :

1° l'identité de la personne représentant l'association ou l'institution telle que visée à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code décrétal et la description de la composition des organes d'administration de celle-ci;

2° le siège d'activité du service tel que défini à l'article 38/1;

3° les noms, titres, diplômes et qualifications ainsi que les fonctions des membres du personnel et bénévoles du service;

4° une note de synthèse décrivant le dispositif envisagé et établissant notamment la façon dont l'association ou l'institution telle que visée à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code décrétal entend remplir les engagements fixés à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>, du Code décrétal;

5° les conventions de partenariat visées à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du Code décrétal;

6° le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 56/3, § 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, du Code décrétal, tel que pratiqué par le service et affiché dans un lieu accessible aux bénéficiaires;

7° les horaires d'ouverture du service, le nombre de bénéficiaires ainsi que le nombre de visites ou de repas couvrant la période de douze mois précédant le mois d'introduction de la demande;

8° une attestation de sécurité incendie, établie conformément au modèle détaillé en annexe 2, pour les locaux au sein desquels se déroulent les activités.

**Art. 38/6.** Pour bénéficier d'un agrément au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les demandes d'agrément sont introduites avant le 15 décembre 2017.

En 2018 et les années suivantes, pour obtenir un agrément au 1<sup>er</sup> juillet, les demandes sont introduites au 31 mars et pour obtenir un agrément au 1<sup>er</sup> janvier, les demandes sont introduites au 31 août de l'année précédente.

**Art. 38/7.** Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Administration envoie un accusé de réception au service.

L'Administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au service, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Dans les trente jours de la réception de la demande ou, au cas où l'Administration a réclamé au service des pièces ou informations manquantes, dans les dix jours de la réception de celles-ci, elle envoie au service un courrier lui signalant que la demande est complète.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, l'Administration collecte ces données directement auprès de sources authentiques et en informe le demandeur.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois à partir de la date du courrier attestant que la demande est complète et la décision est notifiée par l'Administration par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 38/8.** En cas de non respect des dispositions fixées au Titre I<sup>er</sup> du Livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du Code décrétal ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, l'Administration adresse une proposition de retrait d'agrément au service concerné, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites à l'Administration.

L'Administration complète le dossier par les observations écrites, par tout renseignement et document utile qu'elle recueille et par le procès-verbal d'audition du représentant du service.

A cette fin, elle convoque le représentant du service par envoi recommandé, par pli déposé contre accusé de réception ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation indique la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

La décision de retrait est notifiée au service par envoi recommandé ou par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

*Section 3. — Programmation*

**Art. 38/9.** § 1<sup>er</sup>. La programmation visée à l'article 56/3, § 3, du Code décrétal est établie par province et, pour la province de Liège, pour la partie francophone de celle-ci.

§ 2. Pour les épiceries sociales, le nombre d'agréments par province est fixé de la façon suivante :

1° un agrément est accordé par tranche entière de cinq-cents personnes disposant du revenu d'intégration ou de son équivalent dans les communes de la province,

2° un agrément est également accordé par tranche entière de cinq cents km<sup>2</sup> de superficie.

§ 3. Pour les restaurants sociaux, le nombre d'agréments par province est fixé de la façon suivante :

1° un agrément est accordé par tranche entière de mille personnes disposant du revenu d'intégration ou de son équivalent dans les communes de la province;

2° un agrément est également accordé par tranche entière de mille km<sup>2</sup> de superficie.

§ 4. Chaque année la programmation applicable à l'année suivante est publiée au *Moniteur belge* avant le 31 décembre sur base des chiffres de l'année précédente.

§ 5. En cas d'insuffisance d'agrément encore disponibles dans le cadre de la programmation par province lorsque plusieurs demandes ont été valablement introduites, tout nouvel agrément est octroyé, en priorité, au service situé dans la commune dont relève le plus grand nombre de personnes disposant du revenu d'intégration ou de son équivalent sauf si cette dernière dispose déjà d'un autre service.

## Section 4. — Classification

**Art. 38/10.** § 1<sup>er</sup>. La classification selon les critères visés à l'article 56/3, § 3, du Code décretaal est déterminée en fonction d'un nombre de points octroyé selon les modalités suivantes :

1° le coefficient relatif aux indicateurs socio-économiques du lieu d'implantation est le rapport entre le nombre de bénéficiaires d'un revenu d'intégration ou son équivalent à la population, en moyenne annuelle :

a) une valeur de six points est donnée si la commune où est situé le service est classée parmi les quatre-vingt-quatre communes disposant des valeurs les plus hautes;

b) une valeur de quatre points est donnée si la commune où est situé le service est classée parmi les quatre-vingt-cinq communes disposant des valeurs intermédiaires;

c) une valeur de deux points est donnée si la commune où est situé le service est classée parmi les quatre-vingt-quatre communes disposant des valeurs les plus basses;

2° pour le coefficient relatif à l'horaire d'ouverture hebdomadaire :

a) pour les épiceries sociales :

(1) une valeur de trois points est accordée si le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire est supérieur à douze heures;

(2) une valeur de deux points est accordée si le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire est compris entre six et douze heures;

(3) une valeur d'un point est accordée si le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire est inférieur à six heures et supérieur ou égal à deux heures;

b) pour les restaurants sociaux :

(1) une valeur de trois points est accordée si le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire est supérieur à trente-six heures;

(2) une valeur de deux points est accordée si le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire est compris entre quinze et trente-six heures;

(3) une valeur d'un point est accordée si le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire est inférieur à quinze heures et supérieur ou égal à cinq heures;

3° pour le coefficient relatif au nombre de bénéficiaires :

a) une valeur de trois points est accordée si le nombre de bénéficiaires est supérieur à cinq cents;

b) une valeur de deux points est accordée si le nombre de bénéficiaires est compris entre deux cents et cinq cents;

c) une valeur d'un point est accordée si le nombre de bénéficiaires est inférieur à deux cents;

4° le coefficient relatif au volume d'activité est :

a) pour les épiceries sociales, le volume d'activité équivaut au nombre de visites réalisées annuellement par les bénéficiaires du service :

(1) une valeur de six points est accordée si le nombre de visites est supérieur à deux mille;

(2) une valeur de quatre points est accordée si le nombre de visites est compris entre mille et deux mille;

(3) une valeur de deux points est accordée si le nombre de visites est compris entre deux cents et neuf cent nonante-neuf;

b) pour les restaurants sociaux, le volume d'activité équivaut au nombre de repas distribués annuellement aux bénéficiaires du service :

(1) une valeur de six points est accordée si le nombre de repas est supérieur à quinze mille;

(2) une valeur de quatre points est accordée si le nombre de repas est compris entre cinq mille et quinze mille;

(3) une valeur de deux points est accordée si le nombre de repas est compris entre cinq cents et quatre mille neuf cent nonante-neuf.

§ 2. Les services qui ont un volume d'activité inférieur aux minima du coefficient fixé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, sont classés en catégorie 4.

Les services qui ont un volume d'activité supérieur ou égal aux minima du coefficient fixé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, sont classés :

1° en catégorie 1, si le total des coefficients fixés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 4<sup>o</sup>, est supérieur ou égal à quinze;

2° en catégorie 2, si le total des coefficients fixés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 4<sup>o</sup>, est compris entre onze et quatorze;

3° en catégorie 3, si le total des coefficients fixés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 4<sup>o</sup>, est inférieur ou égal à dix.

§ 3. La catégorie est attribuée lors de l'agrément des services en fonction des données transmises dans la demande d'agrément.

**Art. 38/11.** Une modification de catégorie peut être sollicitée une fois l'agrément accordé.

Toute demande de changement de catégorie est envoyée à l'Administration avant le 31 mars.

Pour bénéficier du changement de catégorie, le service, pendant les deux années civiles précédant la demande, a présenté un total des coefficients fixés à l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4<sup>o</sup>, correspondant à celui de la catégorie supérieure pour laquelle la modification de l'arrêté d'agrément est sollicitée.

Le changement de catégorie prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant l'année d'introduction de la demande.

**Art. 38/12.** Lorsqu'un service ne peut pas, pendant deux années consécutives, justifier les coefficients fixés à l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4<sup>o</sup>, correspondant à la catégorie pour laquelle il est agréé, le Ministre peut procéder d'office à la révision de l'arrêté d'agrément.

Le Ministre notifie au service, au terme de la première année, un courrier rappelant la disposition portée par le présent article.

Le Ministre notifie la proposition de révision au service, lequel dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations écrites.

Le changement de catégorie prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la notification visée à l'alinéa 3.

CHAPITRE III. — *Subventionnement*

**Art. 38/13.** Dans les limites des crédits budgétaires et en vertu de l'article 56/7 du Code décretaal et de la classification prévue à l'article 56/3, § 3, du Code décretaal, le montant de la subvention forfaitaire des services agréés est égal à :

- 1° 5.000,00 euros pour les services classés en catégorie 3;
- 2° 10.000,00 euros pour les services classés en catégorie 2;
- 3° 15.000,00 euros pour les services classés en catégorie 1.

Pour les services agréés classés en catégorie 4, aucune subvention n'est octroyée.

**Art. 38/14.** Pour les subventions visées à l'article 38/13, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

**Art. 38/15.** Les subventions sont accordées, par année civile, à tout service agréé qui remplit les obligations suivantes :

1° ne pas recevoir des subventions pour les travailleurs professionnels employés ou pour les frais de fonctionnement, si elles font double emploi;

2° se conformer au plan comptable applicable aux centres publics d'action sociale, aux associations régies par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou aux associations sans but lucratif;

3° se soumettre à la vérification par l'Administration de la conformité des activités et de la comptabilité aux conditions émises à l'octroi des subventions. »

**Art. 3.** Dans le Livre II de la deuxième partie du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, il est inséré un Titre I<sup>er</sup>/2 comportant les articles 38/16 à 38/21 rédigé comme suit :

« TITRE I<sup>er</sup>/2. — *Organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Agrément*Section 1<sup>re</sup>. — *Conditions d'octroi*

**Art. 38/16.** L'organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire dispose d'une équipe comprenant au moins deux équivalents temps plein de niveau minimum bachelier.

Section 2. — *Procédure d'octroi*

**Art. 38/17.** La demande d'agrément est introduite auprès de l'Administration au plus tard le 31 décembre 2017.

Le dossier de demande comprend :

1° l'identité de la personne représentant l'association ou l'institution telle que visée à l'article 56/9, § 1<sup>er</sup>, 1°, du Code décretaal et la description de la composition des organes d'Administration de celle-ci;

2° le siège d'activité de l'association ou de l'institution telle que visée à l'article 56/9, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même Code;

3° les noms, titres, diplômes et qualifications ainsi que les fonctions des membres du personnel et bénévoles;

4° les conventions de collaborations avec les épiceries et restaurants sociaux visées à l'article 56/9, 2°, du même Code;

5° le rapport d'activités des trois dernières années tel que visé à l'article 56/9, 4°, du même Code.

**Art. 38/18.** Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Administration envoie un accusé de réception au service.

L'Administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au service, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Dans les trente jours de la réception de la demande ou, au cas où l'Administration a réclamé au service des pièces ou informations manquantes, dans les dix jours de la réception de celles-ci, elle envoie au service un courrier lui signalant que la demande est complète.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, l'Administration collecte ces données directement auprès de sources authentiques et en informe le demandeur.

**Art. 38/19.** Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois à partir de la date du courrier attestant que la demande est complète.

La décision est notifiée au service par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Section 3. — *Retrait*

**Art. 38/20.** En cas de non respect des dispositions fixées au Titre I<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup>, de la deuxième partie du Code décretaal, ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, l'Administration adresse une proposition de retrait d'agrément à l'organisme visé à l'article 56/8 du Code décretaal, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

L'organisme dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites à l'Administration.

L'Administration complète le dossier par les observations écrites, par tout renseignement et document utile qu'elle recueille, et par le procès-verbal d'audition du représentant de l'organisme.

A cette fin, elle convoque le représentant de l'organisme par envoi recommandé, par pli déposé contre accusé de réception ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation indique la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

La décision de retrait est notifiée à l'organisme par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

CHAPITRE III. — *Subventionnement*

**Art. 38/21.** § 1<sup>er</sup>. Pour le personnel de l'équipe visée à l'article 38/16, le montant de la subvention équivaut aux frais de personnel selon le barème repris en annexe 3.

La part de la subvention justifiée par les charges de sécurité sociale patronale, celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année et aux autres frais divers liés aux obligations légales relatives au personnel, est plafonnée à cinquante pour cent du salaire brut.

§ 2. Les frais de fonctionnement afférents aux missions de l'organisme sont pris en considération dans la mesure où ils n'excèdent pas 10.000 euros par an.

§ 3. Pour les subventions qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Pour les subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. ».

**Art. 4.** Dans l'article 113, § 3, 2<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017, les mots "le nombre de bénéficiaires du RIS de l'arrondissement" sont remplacés par les mots "le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration ou de son équivalent de l'arrondissement".

**Art. 5.** Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, sont insérées les annexes 2 et 3 jointes respectivement en annexes 1 et 2 au présent arrêté.

**Art. 6.** La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2017.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Annexe 1

« **Annexe 2 - Modèle d'attestation incendie des épiceries sociales et restaurants sociaux**

Vu le rapport établi par ....., chef du service d'incendie, le ....., concernant l'épicerie sociale - le restaurant social\* dénommé(e) ....., situé(e) .....

et géré(e) par .....

Je soussigné, ....., bourgmestre de .....

Première possibilité \*

marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie.

Seconde possibilité \*

ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie, pour les raisons suivantes :

.....  
.....  
.....

En conséquence,

**Première possibilité \*\***

la mise en activité - la poursuite des activités de l'épicerie sociale - du restaurant social susvisé(e) est autorisée pour une période de quatre ans \*\* - de ..... (à préciser si la période est inférieure à quatre ans).

**Deuxième possibilité\*\***

la mise en activité - la poursuite des activités de l'épicerie sociale - du restaurant social susvisé(e) est autorisée pour une période de ..... et jusqu'à la date du .....

Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité et de protection contre l'incendie, aux points ci-après :

-

-

Une vérification devra être effectuée par le Chef de service d'incendie.

**Troisième possibilité \***

la mise en activité - la poursuite des activités - n'est pas autorisée \*.

Le bourgmestre,  
(date et signature)

(\*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(\*\*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2017 insérant des dispositions relatives à l'aide alimentaire dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Namur, le 14 septembre 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe 2

« Annexe 3 - Barème applicable à la subvention définie à l'article 38/20

Ancienneté	Barème annuel non indexé
0	€ 16.462,78
1	€ 17.661,12
2	€ 17.661,12
3	€ 18.193,62
4	€ 18.193,62
5	€ 18.726,12
6	€ 18.726,12
7	€ 21.341,10
8	€ 21.341,10
9	€ 21.884,14
10	€ 22.246,14
11	€ 22.789,20
12	€ 22.789,20
13	€ 23.332,23
14	€ 23.332,23
15	€ 23.875,27
16	€ 25.745,85
17	€ 26.288,89
18	€ 26.288,89
19	€ 26.831,92
20	€ 26.831,92
21	€ 27.374,98
22	€ 27.374,98
23	€ 27.918,02
24	€ 27.918,02
25	€ 28.461,08
26	€ 28.461,08
27	€ 29.004,11

Le barème est lié à l'indice-pivot 138,01. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017, le coefficient multiplicateur vaut 1,6734. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2017 insérant des dispositions relatives à l'aide alimentaire dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Namur, le 14 septembre 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205082]

**14 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen betreffende de voedselhulp in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 56/3, 56/4, 56/6, 56/7, 56/10, 56/12 en 56/13, ingevoegd bij het decreet van 23 maart 2017;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 mei 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 2017;

Gelet op het rapport opgesteld op 31 mei 2017 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies 61.893/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de l'Action sociale" (Waalse Commissie voor Sociale Actie), gegeven op 5 juli 2017;

Gelet op het advies van de Federatie van de O.C.M.W.'s, gegeven op 23 juni 2017;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In Boek II van het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt een hoofdstuk Titel I, dat de artikelen 38/1 tot 38/15 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« **TITEL I/1. — Sociale kruideniers en sociale restaurants****HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Art. 38/1.** Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder :

1° begunstigde : elke persoon alsook elk lid van zijn gezin die/dat in aanmerking komt voor de activiteiten van de sociale kruidenier zoals bepaald in artikel 56/1 van het decreetgevend deel van het Wetboek of elke persoon die in aanmerking komt voor de activiteiten van het sociale restaurant zoals bepaald in artikel 56/2 van hetzelfde Wetboek.

2° de dienst : elke bedrijfssite van een sociale kruidenier of van een sociaal restaurant zoals bedoeld in de artikelen 56/1 en 56/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

3° de openingsuren: ofwel de wekelijkse openingsuren die elke week gelijk zijn en die, voor de week en dag per dag, de uren bepalen waarin de dienst toegankelijk is voor de begunstigden, ofwel de maandelijks openingsuren die, voor de maand en dag per dag, de uren bepalen waarin de dienst toegankelijk is voor de begunstigden, in geval van openingsuren die van week tot week verschillen;

4° de wekelijkse openingsuren: het jaarlijkse totaal uren waarin de dienst toegankelijk is voor de begunstigden volgens de in 3° bedoelde openingsuren gepresteerd door de dienst tijdens het kalenderjaar dat aan de erkenningsaanvraag voorafgaat en dat door 52 weken wordt gedeeld;

5° het aantal personen die in aanmerking komen voor het leefloon of de daarmee gelijkgestelde tegemoetkoming : gemiddelde over de 12 maanden van het referentiekalenderjaar van dit aantal personen over een bepaald grondgebied.

**HOOFDSTUK II. — Erkennung***Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden*

**Art. 38/2.** Wanneer de vereniging of de instelling zoals bedoeld in artikel 56/3, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek of de in artikel 38/1 bedoelde dienst met een sociale dienst een samenwerking die nodig is voor de uitoefening van de opdracht van sociale begeleiding, tot stand brengt, bevat de desbetreffende partnerschapsovereenkomst minstens :

1° de identificatie van de vereniging, instelling of dienst die een beroep doet op de samenwerking;

2° de identificatie van de sociale dienst waarop een beroep wordt gedaan;

3° het doel van de overeenkomst, namelijk de uitoefening van de opdracht van sociale begeleiding zoals bepaald in artikel 56/1, 2°, van het decreetgevend deel, voor de sociale kruideniers, of 56/2, 2°, van hetzelfde Wetboek, voor de sociale restaurants;

4° de duur van de overeenkomst en de datum van inwerkingtreding ervan;

5° de ondertekening van de partijen en de datum ervan.

**Art. 38/3.** § 1. De opleidingen van de werknemers en vrijwilligers bedoeld in artikel 56/3, § 1, 7°, van het decreetgevend deel van het Wetboek worden georganiseerd met het oog op de opvang van de in artikel 49 van hetzelfde Wetboek bedoelde personen, op een dynamiek waarbij werknemers en vrijwilligers hun ervaringen ten opzichte van deze opvang uitwisselen en delen.

§ 2. Naar gelang van de categorie die overeenkomstig artikel 38/10 aan de dienst toegekend wordt, verbindt bedoelde dienst er zich toe om zijn werknemers en vrijwilligers jaarlijks te vormen voor een totaal uren bepaald als volgt :

1° categorie 3 : tien uur per jaar;

2° categorie 2 : twintig uur per jaar;

3° categorie 1 : dertig uur per jaar.

**Art. 38/4.** Om erkend te worden, beschikken de sociale kruideniers en de sociale restaurants respectievelijk over minimale wekelijkse openingsuren van twee uur en vijf uur.

Onderafdeling 2. — Erkennings- en intrekingsprocedure

**Art. 38/5.** De erkenningsaanvraag wordt door de dienst bij de Administratie ingediend.

Naast de informatie vereist bij artikel 56/4 van het decreetgevend deel van het Wetboek bevat het aanvraagdossier de volgende gegevens :

1° de identiteit van de persoon die de vereniging of de instelling zoals bedoeld in artikel 56/3, § 1, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek vertegenwoordigt, en de omschrijving van de samenstelling van de bestuursorganen ervan;

2° de activiteitenzetel van de dienst zoals bepaald in artikel 38/1;

3° de naam, titels, diploma's en kwalificaties alsook de functies van de personeelsleden en vrijwilligers van de dienst;

4° een synthesesnota waarin de overwogen voorziening wordt omschreven en tot bepaling met name van de wijze waarop de vereniging of de instelling zoals bedoeld in artikel 56/3, § 1, 1°, van het decreetgevend deel aan de verbintenissen bedoeld in artikel 56/3, § 1, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 10° en 11°, van het decreetgevend deel van het Wetboek wil voldoen;

5° de partnerschapsovereenkomsten bedoeld in artikel 56/3, § 1, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

6° het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 56/3, § 1, 9°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, dat in de dienst in voege is en dat aangeplakt is in een voor de begunstigden toegankelijke plaats;

7° de openingsuren van de dienst, het aantal begunstigden alsook het aantal bezoeken of maaltijden die de periode van twaalf maanden vóór de maand waarin de aanvraag wordt ingediend, dekken;

8° een brandveiligheidsattest, opgemaakt overeenkomstig het model bepaald in bijlage 2, voor de lokalen waarin de activiteiten plaatsvinden.

**Art. 38/6.** Om op 1 januari 2018 erkend te worden, moeten de erkenningsaanvragen voor 15 december 2017 ingediend worden.

In 2018 en de volgende jaren moeten de aanvragen, om op 1 juli erkend te worden, op 31 maart ingediend worden en om op 1 januari erkend te worden, moeten ze op 31 augustus van het vorige jaar ingediend worden.

**Art. 38/7.** Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de Administratie een bericht van ontvangst naar de dienst.

De Administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de dienst in voorkomend geval binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens.

De Administratie stuurt de dienst binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of binnen tien dagen als ze hem om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens heeft verzocht, een schrijven om mee te delen dat de aanvraag volledig is.

Wanneer de voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag nodige gegevens bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, zamelt het bestuur die gegevens rechtstreeks bij de authentieke bronnen in en verwittigt de aanvrager.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden te rekenen van de datum van het schrijven waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is en de beslissing wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de Administratie medegedeeld.

**Art. 38/8.** In geval van niet-naleving van de bepalingen bepaald in Titel I van Boek I van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek of van de krachtens dit Wetboek bepaalde bepalingen richt de Administratie een voorstel tot intrekking van de erkenning bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de betrokken dienst.

Het voorstel tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gerechtvaardigd wordt.

De dienst beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel tot intrekking over een termijn van dertig dagen om zijn schriftelijke opmerkingen aan de Administratie te richten.

De Administratie vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen, met alle door haar ingezamelde gegevens en stukken en met het proces-verbaal van verhoor van de vertegenwoordiger van de dienst.

Daartoe roept ze de vertegenwoordiger van de dienst op bij aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen ontvangstbewijs of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en vermeldt ze de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

De beslissing tot intrekking wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de dienst medegedeeld.

Afdeling 3. — Programmering

**Art. 38/9.** § 1. De in artikel 56/3, § 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde programmering wordt per provincie vastgesteld en voor de provincie Luik, voor het Franstalige deel ervan.

§ 2. Voor de sociale kruideniers wordt het aantal erkenningen per provincie bepaald als volgt :

1° een erkenning wordt toegekend per volledige schijf van 55 personen die in de gemeenten van de provincie in aanmerking komen voor het leefloon of de daarmee gelijkgestelde tegemoetkoming,

2° een erkenning wordt ook toegekend per volledige schijf van 500 km<sup>2</sup> oppervlakte.

§ 3. Voor de sociale restaurants wordt het aantal erkenningen per provincie bepaald als volgt :

1° een erkenning wordt toegekend per volledige schijf van 1 000 personen die in de gemeenten van de provincie in aanmerking komen voor het leefloon of de daarmee gelijkgestelde tegemoetkoming;

2° een erkenning wordt ook toegekend per volledige schijf van 1 000 km<sup>2</sup> oppervlakte.

§ 4. De op het volgende jaar toepasselijke programmering wordt in voor 31 december in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt op grond van de cijfers van het vorige jaar.

§ 5. Als er in het kader van de programmering per provincie onvoldoende erkenningen beschikbaar zijn wanneer verschillende aanvragen op geldige wijze zijn ingediend, wordt elke nieuwe erkenning bij voorkeur toegekend aan de



dienst gelegen in de gemeente met het grootste aantal personen die in aanmerking komen voor het leefloon of de daarmee gelijkgestelde tegemoetkoming behalve indien bedoelde gemeente reeds over een andere dienst beschikt.

*Afdeling 4. — Indeling*

**Art. 38/10.** § 1. De indeling volgens de criteria bedoeld in artikel 56/3, § 3, van het decreetgevend deel wordt bepaald naar gelang het aantal toegekende punten volgens de volgende modaliteiten :

1° de coëfficiënt betreffende de sociaal-economische indicatoren van de vestigingsplaats is de verhouding tussen het aantal begunstigden die in aanmerking komen voor het leefloon of de daarmee gelijkgestelde tegemoetkoming, in jaarlijks gemiddelde :

a) een waarde van zes punten wordt toegekend indien de gemeente waarin de dienst is gelegen, ingedeeld wordt onder de 84 gemeenten met de hoogste waarden;

b) een waarde van vier punten wordt toegekend indien de gemeente waarin de dienst is gelegen, ingedeeld wordt onder de 85 gemeenten met de tussenliggende waarden;

c) een waarde van twee punten wordt toegekend indien de gemeente waarin de dienst is gelegen, ingedeeld wordt onder de 84 gemeenten met de laagste waarden;

2° voor de coëfficiënt betreffende de wekelijkse openingsuren :

a) voor de sociale kruideniers :

(1) een waarde van drie punten wordt toegekend indien het aantal wekelijkse openingsuren hoger is dan twaalf uur;

(2) een waarde van twee punten wordt toegekend indien het aantal wekelijkse openingsuren tussen zes en twaalf uur is;

(3) een waarde van één punt wordt toegekend indien het aantal wekelijkse openingsuren lager is dan zes uur en hoger dan of gelijk is aan twee uur;

b) voor de sociale restaurants :

(1) een waarde van drie punten wordt toegekend indien het aantal wekelijkse openingsuren hoger is dan zesendertig;

(2) een waarde van twee punten wordt toegekend indien het aantal wekelijkse openingsuren tussen vijftien en zesendertig uren ligt;

(3) een waarde van één punt wordt toegekend indien het aantal wekelijkse openingsuren lager is dan vijftien uur en hoger is dan of gelijk aan vijf uur;

3° voor de coëfficiënt betreffende het aantal begunstigden :

a) een waarde van drie punten wordt toegekend indien het aantal begunstigden hoger is dan 500;

b) een waarde van twee punten wordt toegekend indien het aantal begunstigden tussen 200 en 500 ligt;

c) een waarde van één punt wordt toegekend indien het aantal begunstigden lager is dan 200;

4° de coëfficiënt betreffende de hoeveelheid activiteiten is de volgende :

a) voor de sociale kruideniers is de hoeveelheid activiteiten gelijk aan het aantal bezoeken die jaarlijks door de begunstigden van de dienst worden verricht :

(1) een waarde van zes punten wordt toegekend indien het aantal bezoeken hoger is dan 2 000;

(2) een waarde van vier punten wordt toegekend in het aantal bezoeken tussen 1 000 en 2 000 ligt;

(3) een waarde van twee punten wordt toegekend indien het aantal bezoeken tussen 200 en 290 ligt;

b) voor de sociale restaurants is de hoeveelheid activiteiten gelijk aan het aantal maaltijden die jaarlijks aan de begunstigden worden verdeeld :

(1) een waarde van zes punten wordt toegekend indien het aantal maaltijden hoger is dan 15 000;

(2) een waarde van vier punten wordt toegekend in het aantal maaltijden tussen 5 000 en 15 000 ligt;

(3) een waarde van twee punten wordt toegekend indien het aantal maaltijden tussen 500 en 4 999 ligt.

§ 2. De diensten met een hoeveelheid activiteiten kleiner dan de minima van de coëfficiënt bepaald in § 1, 4°, worden in categorie 4 ingedeeld.

§ 2. De diensten met een hoeveelheid activiteiten hoger dan of gelijk aan de minima van de coëfficiënt bepaald in § 1, 4°, worden ingedeeld :

1° in categorie 1, indien het totaal van de coëfficiënten bepaald in § 1, 1° tot 4°, hoger dan of gelijk is aan 15;

2° in categorie 2, indien het totaal van de coëfficiënten bepaald in § 1e, 1° tot 4°, tussen 11 en 14 ligt;

3° in categorie 3, indien het totaal van de coëfficiënten bepaald in § 1, 1° tot 4°, lager dan of gelijk is aan 10.

§ 3. De categorie wordt toegekend bij de erkenning van de diensten naar gelang van de in erkenningsaanvraag overgemaakte gegevens.

**Art. 38/11.** Wanneer de erkenning wordt toegekend, kan een verandering van de categorie worden aangevraagd.

Elke desbetreffende veranderingsaanvraag moet aan de Administratie vóór 31 maart worden gericht.

Om voor een verandering van categorie in aanmerking te komen, heeft de dienst gedurende twee kalenderjaar voorafgaand aan de aanvraag een totaal van de coëfficiënten bepaald in artikel 38/10, § 1, 1° tot 4°, voorgesteld, dat overeenstemt met de hogere categorie waarvoor de verandering van het erkenningsbesluit wordt aangevraagd.

De verandering van categorie treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de aanvraag werd ingediend.

**Art. 38/12.** Indien een dienst gedurende twee opeenvolgende jaren de in artikel 38/10, § 1, 1° tot 4°, bedoelde coëfficiënten die overeenstemmen met de categorie waarvoor hij erkend is, niet kan bewijzen, kan de Minister van ambtswege overgaan tot de herziening van het erkenningsbesluit.

Na het eerste jaar betekent de Minister aan de dienst een schrijven waarin aan de bepaling waarin dit artikel voorziet, herinnerd wordt.

De Minister stelt de dienst in kennis van het voorstel tot herziening, waarbij de dienst over vijftien dagen beschikt om schriftelijk zijn opmerkingen te gelde te maken.

De verandering van categorie treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op de kennisgeving bedoeld in het derde lid.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

**Art. 38/13.** Binnen de perken van de begrotingskredieten en krachtens artikel 56/7 van het decreetgevend deel en van de in artikel 56/3, § 3, van het decreetgevend Wetboek bedoelde indeling is het bedrag van de forfaitaire subsidie van de erkende diensten gelijk aan :

- 1° 5.000,00 euro voor de diensten ingedeeld categorie 3;
- 2° 10.000,00 euro voor de diensten ingedeeld categorie 2;
- 3° 15.000,00 euro voor de diensten ingedeeld categorie 1.

Voor de erkende diensten ingedeeld in categorie 4 wordt geen subsidie toegekend.

**Art. 38/14.** De subsidies bedoeld in artikel 38/13 vallen onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen

**Art. 38/15.** De subsidies worden per kalenderjaar door de Regering verleend aan elke erkende dienst die de volgende verplichtingen nakomt :

- 1° geen subsidies voor de tewerkgestelde professionele werknemers of voor de werkingskosten genieten als ze elkaar overlappen;
- 2° zich houden aan het boekhoudplan dat toepasselijk is op de O.C.M.W.'s, de verenigingen vallende onder hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de O.C.M.W.'s of op de verenigingen zonder winsttoegmerk;
- 3° de administratie laten nagaan of de activiteiten en de boekhouding voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies. »

**Art. 3.** In Boek II van het tweede deel van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt een hoofdstuk Titel/2, dat de artikelen 38/16 tot 38/21 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL I/2. — *“Organisme wallon de onderstation de laaide alimentatie  
(Waalse Overleginstelling voor de Voedselhulp)”*

HOOFDSTUK I. — *Erkenning*

*Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden*

**Art. 38/16.** Het “organisme wallon de concertation de l'aide alimentaire” beschikt over een ploeg die uit minstens 2 voltijds equivalenten met minimum een bachelor bestaat.

*Afdeling 2. — Toekenningsprocedure*

**Art. 38/17.** De erkenningsaanvraag wordt uiterlijk op 31 december bij de Administratie ingediend.

Van het aanvraagdossier maken deel uit :

- 1° de identiteit van de persoon die de vereniging of de instelling zoals bedoeld in artikel 56/9, § 1, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek vertegenwoordigt, en de omschrijving van de samenstelling van de bestuursorganen ervan;
- 2° de activiteitenzetel van de vereniging of de instelling zoals bedoeld in artikel 56/9, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek;
- 3° de naam, titels, diploma's en kwalificaties alsook de functies van de personeelsleden en vrijwilligers;
- 4° de samenwerkingsovereenkomsten met de sociale kruideniers en restaurants bedoeld in artikel 56/9, 2°, van hetzelfde Wetboek;
- 5° het activiteitenverslag van de laatste drie jaar zoals bedoeld in artikel 56/9, 4°, van hetzelfde Wetboek.

**Art. 38/18.** Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de Administratie een bericht van ontvangst naar de dienst.

De Administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de dienst in voorkomend geval binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens.

De Administratie stuurt de dienst binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of binnen tien dagen als ze hem om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens heeft verzocht, een schrijven om mee te delen dat de aanvraag volledig is.

Wanneer de voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag nodige gegevens bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, zamelt het bestuur die gegevens rechtstreeks bij de authentieke bronnen in en verwittigt de aanvrager.

**Art. 38/19.** De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden te rekenen van de datum van het schrijven waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de dienst medegedeeld.

*Afdeling 3. — Intrekking*

**Art. 38/20.** In geval van niet-naleving van de bepalingen bepaald in Titel I van Boek I van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek of van de krachtens dit Wetboek bepaalde bepaling richt de Administratie een voorstel tot intrekking van de erkenning bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de instelling bedoeld in artikel 56/8.

Het voorstel tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gerechtvaardigd wordt.

De instelling beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel tot intrekking over een termijn van dertig dagen om haar schriftelijke opmerkingen aan de Administratie te richten.

De Administratie vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen, met alle door haar ingezamelde gegevens en stukken en met het proces-verbaal van verhoor van de vertegenwoordiger van de instelling.

Daartoe roept ze de vertegenwoordiger van de instelling op bij aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen ontvangstbewijs of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en vermeldt ze de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

De beslissing tot intrekking wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de instelling medegedeeld.

#### HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

**Art. 38/21.** § 1. Voor het personeel van de in artikel 38/16 bedoelde ploeg is het bedrag van de subsidie gelijk aan de personeelskosten volgens de loonschaal bedoeld in bijlage 3.

Het deel van de toelage gerechtvaardigd door de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid, evenals de kosten voor het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere verscheidene onkosten en de andere wettelijke verplichtingen inzake personeelsonkosten wordt beperkt tot 50 % van het brutoloon.

§ 2. De werkingskosten voor de opdrachten van de instelling worden in aanmerking genomen voor zover ze niet meer dan € 10.000 per jaar bedragen.

§ 2. De subsidies die bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten vormen vallen onder de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

De subsidies ter dekking van de werkingskosten vallen onder de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

**Art. 4.** In artikel 113, § 3, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017, worden de woorden "het aantal begunstigden van het leefloon van het arrondissement" vervangen door de woorden "het aantal begunstigden van het leefloon of de daarmee gelijkgestelde tegemoetkoming van het arrondissement. »

**Art. 5.** In het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de bijlagen 2 en 3 respectievelijk als bijlagen 1 en 2 bij dit besluit gevoegd.

**Art. 6.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

#### Bijlage 1

##### « Bijlage 2 - Model van brandattest van de sociale kruideniers en sociale restaurants

Gelet op het rapport opgesteld door ....., Hoofd van de brandweerdienst, op .....,  
betreffende de sociale kruidenier- het sociale restaurant \* - genaamd .....

gelegen .....

en beheerd door .....

Ondergetekende, .....

burgemeester van .....

Eerste mogelijkheid \*

stem in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst.

Tweede mogelijkheid \*

stem niet in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst om de volgende redenen :

.....

.....

.....

Bijgevolg,

**Eerste mogelijkheid \*\***

de inbedrijfstelling – de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde sociale kruidenier – van het hierbovenvermelde sociale restaurant voor een periode van vier jaar \*\* - van ..... (te bepalen voor een periode van minder dan vier jaar).

**Tweede mogelijkheid \*\***

de inbedrijfstelling – de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde sociale kruidenier – van het hierbovenvermelde sociale restaurant voor een periode van vier jaar \*\* - en tot .....

Tijdens die periode zal inzake veiligheid en brandbeveiliging aan de volgende punten moeten voldaan worden :

-

-

Het hoofd van de brandweerdienst zal een controle moeten uitvoeren.

**Derde mogelijkheid \***

de inbedrijfstelling – de voortzetting van de activiteiten – is niet toegelaten \*.

De burgemeester,  
 (datum en handtekening)  
 (\*) Schrappen wat niet past  
 (\*\*) Schrappen wat niet past en aanvullen. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2017 tot invoeging van bepalingen betreffende de voedselhulp in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 14 september 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
 Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

Bijlage 2

« Bijlage 3 - Op de in artikel 38/20 bedoelde subsidie toepasselijke loonschaal

Anciënniteit	Niet-geïndexeerde jaarlijkse loonschaal
0	€ 16.462,78
1	€ 17.661,12
2	€ 17.661,12
3	€ 18.193,62
4	€ 18.193,62
5	€ 18.726,12
6	€ 18.726,12
7	€ 21.341,10
8	€ 21.341,10
9	€ 21.884,14
10	€ 22.246,14
11	€ 22.789,20
12	€ 22.789,20
13	€ 23.332,23
14	€ 23.332,23
15	€ 23.875,27
16	€ 25.745,85
17	€ 26.288,89
18	€ 26.288,89
19	€ 26.831,92
20	€ 26.831,92
21	€ 27.374,98
22	€ 27.374,98
23	€ 27.918,02
24	€ 27.918,02
25	€ 28.461,08
26	€ 28.461,08
27	€ 29.004,11

De loonschaal is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01. Vanaf 1 juli 2017 is de vermenigvuldigingscoëfficiënt gelijk aan 1,6734. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2017 tot invoeging van bepalingen betreffende de voedselhulp in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Namen, 14 september 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
 Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI